Lituanie : manifestations contre la réforme du Code du travail

Description

Par Céline Bayou (sources : *The Baltic Course, LETA/BNS, Delfi.lt, European Labour Law Network*)

Le 16 juin 2016, environ 300 personnes ont manifesté à Vilnius pour protester contre le projet de loi qui doit être incessamment examiné par le Parlement et qui vise à libéraliser le Code du travail. Ce texte s'inscrit dans une vaste réforme du modèle social lituanien discutée depuis de longs mois. En novembre 2015 notamment, le Parlement avait examiné une quarantaine de projets de lois inclus dans ce paquet et on prévoyait un vote sur le Code du travail pour décembre, avec une entrée en vigueur le 1er juillet 2016.

L'examen du projet de loi du Code du travail, point particulièrement sensible, a été repoussé à plusieurs reprises. Le Comité parlementaire aux affaires sociales et à l'emploi a mené de longues négociations tripartites avec les partenaires sociaux. Actuellement, la période est peu propice pour avancer sur ce terrain: sachant que des élections législatives auront lieu à l'automne prochain, certains s'attendant à ce que l'adoption du texte soit en fait laissée à la charge du futur Parlement.

En substance, la réforme du Code du travail vise à introduire plus de flexibilité et à revoir l'équilibre entre les intérêts des employeurs et ceux des salariés. Sont concernées, tout particulièrement, la législation sur le droit de grève et celle sur les conventions collectives.

Les participants à la manifestation se sont réunis à l'appel des syndicats, avec pour mot d'ordre de ne pas voter en octobre pour les députés qui soutiennent actuellement la réforme. De son côté, le gouvernement argue du fait que cette loi est nécessaire afin de créer des emplois et d'attirer les investisseurs. Mais Kristina Krupaviciene, responsable du syndicat Solidarité, affirme que le nouveau Code va surtout renforcer l'émigration: «*Ils disent que les salaires vont augmenter et que de nouveaux emplois seront créés. Mais quand? Dans le futur. Un jour dans le futur, pas aujourd'hui. Or les gens ont besoin de pouvoir vivre maintenant*», oppose-t-elle. Les représentants des syndicats dénoncent notamment la proposition visant à réduire les indemnités de licenciement et les durées de préavis de licenciement. Ils critiquent également l'absence de dialogue avec le gouvernement à ce sujet.

Ce que dénie le Premier ministre, Algirdas Butkevičius, qui affirme que son équipe est partie prenante des discussions, dans un cadre démocratique. Et qui précise que les efforts du gouvernement pour moderniser le Code du travail ont été salués par la Commission européenne, le FMI et l'OCDE. «*J'attends que tous les syndicats et tous les salariés reconnaissent que nous ne pouvons pas continuer à ignorer l'écart entre l'assurance sociale des salariés, la population vieillissante et la faible compétitivité*», a-t-il déclaré aux médias.

Les manifestants ont brandi des pancartes sur lesquelles on pouvait lire: «*Nous ne voulons pas revenir à l'esclavage*», « *Nous vous haïssons*» ou encore «*Honte à vous pour nous retirer nos dernières garanties*».

date créée
19/06/2016
Champs de Méta